

UTI GROUP SA

au capital de 1 791 797,20 €

68 rue de Villiers

92352 LEVALLOIS PERRET

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 12 2021

Saint Honoré BK&A
140, rue du Faubourg Saint-honoré
75008 Paris

IGREC
50, rue Copernic
75116 Paris

UTI GROUP

Société Anonyme
68 rue de Villiers
92352 LEVALLOIS PERRET

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 12 2021

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société UTI GROUP SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

III - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS – POINTS CLES DE L'AUDIT

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

Risque identifié

Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2021 pour un montant net de 3,4 millions d'euros, représentent un des postes les plus importants du bilan. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité.

Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe, l'unicité du management d'UTI Group sur le groupe permet la réalisation de synergies mais conduit à une faible autonomie des filiales. Ainsi, les différentes structures juridiques UTI Group, UTI Group Est, UTI Group Rhône-Alpes ont été regroupées au sein d'une même unité génératrice de trésorerie (UGT). Ce regroupement est identique à celui opéré dans les comptes consolidés d'UT Group.

La valeur d'utilité de cette unité génératrice de trésorerie et ainsi de celle des titres de participation est calculée à partir de la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus du groupe d'actifs.

L'estimation de cette valeur d'utilité repose sur le jugement de la Direction dans son choix des éléments à considérer, notamment les éléments prévisionnels (flux de trésorerie futurs actualisés tenant compte des perspectives de rentabilité).

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, notamment la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

Notre réponse

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à vérifier :

- l'exhaustivité des éléments composant la valeur comptable du groupe d'actifs relatif à l'activité d'UTI GROUP testée et la cohérence de la détermination de cette valeur avec la façon dont les projections des flux de trésorerie ont été déterminées pour la valeur d'utilité;
- le caractère raisonnable des projections de flux de trésorerie par rapport au contexte économique et financier dans lequel opère l'activité d'UTI GROUP et la fiabilité du processus d'établissement des estimations en examinant les causes des différences entre les prévisions et les réalisations ;
- la cohérence de ces projections de flux de trésorerie avec les dernières estimations de la direction ;
- la cohérence du taux de croissance retenu pour les flux projetés avec les analyses de marché ;
- le calcul du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie estimés attendus de l'activité d'UTI GROUP en vérifiant que les différents paramètres d'actualisation composant le coût moyen pondéré du capital du groupe d'actifs composant l'activité d'UTI GROUP (taux d'endettement, taux sans risque, prime de marché, beta de l'actif économique, prime de

risque « spécifique » et coût de la dette) permettaient d’approcher le taux de rémunération que des participants au marché exigeraient actuellement d’une telle activité ;

- l’analyse de sensibilité de la valeur d’utilité effectuée par la direction à une variation des principales hypothèses retenues.

Enfin nous avons vérifié le caractère approprié des informations données en note 1.2 de l’annexe aux comptes annuels.

Evaluation du fonds de commerce

Risque identifié

Dans le cadre de son développement, UTI GROUP a réalisé des opérations de croissance externe ciblées et a comptabilisé plusieurs fonds commerciaux correspondants à l’actif de son bilan.

La direction s’assure lors de chaque exercice que la valeur comptable de ces fonds commerciaux, figurant au bilan pour un montant de 8,3 millions d’euros, n’est pas supérieure à leur valeur recouvrable et ne présente pas de risque de perte de valeur. Or, toute évolution défavorable des rendements attendus des activités auxquelles ces fonds commerciaux ont été affectés, en raison de facteurs internes ou externes par exemple liés à l’environnement économique et financier dans lequel l’activité opère, est de nature à affecter de manière sensible leur valeur recouvrable et à nécessiter la constatation d’une dépréciation. Une telle évolution implique de réapprécier la pertinence de l’ensemble des hypothèses retenues pour la détermination de cette valeur ainsi que le caractère raisonnable et cohérent des paramètres de calcul.

Les modalités du test de dépréciation mis en œuvre et le détail des hypothèses retenues sont présentés en note 3.3. En ce qui concerne l’activité UTI GROUP, la valeur recouvrable a été déterminée par référence à la valeur d’utilité calculée à partir de la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus du groupe d’actifs composant l’activité.

La détermination de la valeur recouvrable des fonds commerciaux de l’activité d’UTI GROUP, qui représentent un montant particulièrement significatif, repose sur le jugement de la direction, s’agissant notamment du taux de croissance retenu pour les projections de flux de trésorerie et du taux d’actualisation qui leur est appliqué.

Nous avons donc considéré l’évaluation des fonds commerciaux de l’activité d’UTI GROUP comme un point clé de l’audit.

Notre réponse

Nous avons examiné la conformité de la méthodologie appliquée par la société aux normes comptables en vigueur.

Nous avons également effectué un examen critique des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie et vérifié notamment :

- l'exhaustivité des éléments composant la valeur comptable du groupe d'actifs relatif à l'activité d'UTI GROUP testée et la cohérence de la détermination de cette valeur avec la façon dont les projections des flux de trésorerie ont été déterminées pour la valeur d'utilité;
- le caractère raisonnable des projections de flux de trésorerie par rapport au contexte économique et financier dans lequel opère l'activité d'UTI GROUP et la fiabilité du processus d'établissement des estimations en examinant les causes des différences entre les prévisions et les réalisations ;
- la cohérence de ces projections de flux de trésorerie avec les dernières estimations de la direction ;
- la cohérence du taux de croissance retenu pour les flux projetés avec les analyses de marché ;
- le calcul du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie estimés attendus de l'activité d'UTI GROUP en vérifiant que les différents paramètres d'actualisation composant le coût moyen pondéré du capital du groupe d'actifs composant l'activité d'UTI GROUP (taux d'endettement, taux sans risque, prime de marché, beta de l'actif économique, prime de risque « spécifique » et coût de la dette) permettaient d'approcher le taux de rémunération que des participants au marché exigeraient actuellement d'une telle activité ;
- l'analyse de sensibilité de la valeur d'utilité effectuée par la direction à une variation des principales hypothèses retenues.

Enfin nous avons vérifié que la note 3.3 donnait une information appropriée.

IV - VERIFICATION SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 30 mars 2022 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration de la société sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

V - AUTRES VERIFICATIONS OU INFORMATIONS PREVUES PAR LES TEXTES LEGAUX ET REGLEMENTAIRES

Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1- 2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société UTI GROUP par l'Assemblée générale du 26 mai 2009, pour le cabinet Saint Honoré BK&A et du 15 mai 2000 pour le cabinet IGREC.

Au 31 décembre 2021, le cabinet Saint Honoré BK&A était dans la 13^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet IGREC dans la 22^{ème} année, dont respectivement 13 et 21 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

VI - RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VII - RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en

œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris, le 29 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

Saint Honoré BK&A

Groupe Saint-Honoré Partenaires



Emmanuel Dupeux

IGREC



Thierry Sartre



COMPTES ANNUELS au 31 décembre 2021

UTI GROUP.

Société anonyme au capital de 1 791 797,20 euros
Siège social : 68 rue de Villiers - 92300 Levallois Perret
338 667 082 RCS Nanterre
Code APE 6202 A – Siret 338 667 082 00048

UTI GROUP SA

en Euro

ACTIF	Brut	Amort./Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche & de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	336 371	-322 703	13 668	10 145
Fonds commercial	24 994 160	-16 685 160	8 309 000	8 309 000
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes/immo. Incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	0	0	0	0
Inst. Techn. mat. et out. industriels	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	609 394	-556 061	53 333	36 786
Immobilisations en cours				
Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées				
Autres participations	4 838 116	-1 363 000	3 475 116	3 455 116
Créances rattachées à des participation				
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	878 998	0	878 998	852 914
Autres immobilisations financières	170 667	0	170 667	141 662
ACTIF IMMOBILISÉ	31 827 707	-18 926 924	12 900 782	12 805 623
Stocks et en cours				
Matières premières & autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances & acomptes sur commandes				
Créances				
Clients comptes rattachés	520 671	-113 315	407 355	247 468
Autres créances	898 893	0	898 893	1 169 781
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	25 354	0	25 354	15 610
Disponibilités	356 405		356 405	1 733 198
Charges constatées d'avance	183 657		183 657	126 889
ACTIF CIRCULANT	1 984 979	-113 315	1 871 664	3 292 946
Comptes de régularisation				
TOTAL ACTIF	33 812 686	-19 040 240	14 772 446	16 098 568

L'annexe fait partie intégrante des états financiers.

UTI GROUP SA

en Euro

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Capital		
Capital social (dont versé : 1 791 797 €)	1 791 797	1 791 797
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	2 739 721	2 739 721
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale	179 180	177 175
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	0	0
Résultat		
Report à nouveau	2 040 912	1 856 844
Résultat de l'exercice (Bénéfice ou Perte)	-301 511	186 073
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	6 450 099	6 751 610
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	356 000	481 000
Provisions pour charges	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	356 000	481 000
Emprunts		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 619 769	1 833 265
Emprunts et dettes financières divers	1 893 687	1 779 737
Fournisseurs et autres dettes		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 102 135	939 029
Dettes fiscales et sociales	3 145 514	4 121 059
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	199 134	170 930
Produits constatés d'avance	6 109	21 939
DETTES	7 966 348	8 865 958
Comptes de régularisation		
TOTAL PASSIF	14 772 446	16 098 568
<i>Résultat de l'exercice en centimes</i>	-301 511,36	186 072,97
<i>Total du bilan en centimes</i>	14 772 446,28	16 098 568,07

L'annexe fait partie intégrante des états financiers.

UTI GROUP SA

en Euro

Compte de résultat			31/12/2021	31/12/2020
	France	Exportation	Total	Total
Ventes marchandises	1 516	0	1 516	0
Production vendue de biens				
Production vendue de services	14 650 512	6 110	14 656 621	15 027 782
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	14 652 028	6 110	14 658 138	15 027 782
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			8 667	0
Reprise sur amortissements & provisions transfert de charges			125 000	50 000
Autres produits			14 815	140 243
Total des produits d'exploitation			14 806 619	15 218 025
Achats marchandises			0	0
Variation de stock marchandises				
Achats matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières & approvisionnement)				
Autres achats et charges externes			4 695 921	4 396 354
Impôt, taxes et versements assimilés			308 878	390 430
Salaires et traitements			7 105 191	7 056 499
Charges sociales			3 141 079	3 135 150
Dotations aux amortissements sur immobilisations			23 689	27 489
Dotations aux provisions sur actif circulant			0	0
Dotations d'exploitation aux provisions pour risques et charges			0	15 000
Autres charges			10 569	6 067
Total charges d'exploitation			15 285 327	15 026 989
RESULTAT D'EXPLOITATION			-478 708	191 035
Produits financiers de participations			138 767	220 907
Produits des autres valeurs mobilières & créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts & produits assimilés			1 744	14 760
Reprises sur provisions & transfert de charges			0	2 054
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de V.M.P.				
Total des produits financiers			140 511	237 721
Dotations financières aux amortissements & provisions			0	0
Intérêts & charges assimilés			47 015	50 567
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de V.M.P.			2 326	5 072
Total des charges financières			49 341	55 639
RESULTAT FINANCIER			91 170	182 082
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-387 538	373 117

L'annexe fait partie intégrante des états financiers.

UTI GROUP SA

en Euro

Compte de résultat	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	7 600	0
Reprises sur provisions & transferts de charges	0	0
Total produits exceptionnels	7 600	0
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 455	1 219
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 127	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements & provisions	0	0
Total charges exceptionnelles	2 582	1 219
RESULTAT EXCEPTIONNEL	5 018	-1 219
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	0	0
Impôts sur les bénéfices	-81 008	185 825
TOTAL DES PRODUITS	14 954 730	15 455 746
TOTAL DES CHARGES	15 256 241	15 269 673
BENEFICE OU PERTE	-301 511	186 073

L'annexe fait partie intégrante des états financiers.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

REGLES ET METHODES COMPTABLES	8
Note 1 – REGLES ET METHODES COMPTABLES	8
1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles	8
1.2 Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement	9
1.3 Créances et dettes	9
1.4 Opérations en devises	10
1.5 Provisions pour risques	10
1.6 Indemnité de départ à la retraite	10
1.7 Intégration fiscale	10
Note 2 – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS	12
2.1 Renouvellement de la certification ISO 9001	12
2.2 Dépréciation du Fonds de commerce	12
2.3 Pandémie Covid 19	12
2.4 Evènement postérieur à la clôture de l'exercice	12
COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT	13
Note 3 – ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE	13
3.1 Actif immobilisé.....	13
3.2 Titres de participation	13
3.3 Fonds de commerce.....	14
Note 4 – ETAT DES AMORTISSEMENTS	14
Note 5 – ETAT DES PROVISIONS	16
Note 6 – ETAT DES CREANCES ET DETTES	17
Note 7 – ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN	18
Note 8 – FONDS COMMERCIAL	19
Note 9 – PRODUITS A RECEVOIR	19
Note 10 – CHARGES A PAYER	19
Note 11 – CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	20
Note 12 – DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS	20
Note 13 – COMPOSITION DU CAPITAL	21
Note 14 – ACTIONS PROPRES	22
Note 15 – VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES	23
Note 16 – AUTRES PRODUITS	23
Note 17 – VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES	24
Note 18 – CREDIT BAIL	24
ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	25
Note 19 – ENGAGEMENTS FINANCIERS	25
Note 20 – ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT	25
Note 21 – REMUNERATION DES DIRIGEANTS	25
Note 22 – INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES	26

Note 23 – EFFECTIF MOYEN	26
Note 24 – LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	27
Note 25 – PLAN DE STOCK OPTIONS	28
Note 26 – PROPOSITION D’AFFECTATION DU RESULTAT DE L’EXERCICE	28
Note 27 – EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES	29
Note 28 – IDENTITE DE LA SOCIETE MERE	29

Note 1 – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice comptable à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La préparation des comptes annuels nécessite la prise en compte par les dirigeants d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. Ces hypothèses sont déterminées sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement. A chaque clôture, ces hypothèses et estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ont évolué ou si de nouvelles informations sont à disposition des dirigeants. Il est possible que les résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

1.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées des éléments suivants :

- logiciels et licences : amortis de 1 an à 3 ans, linéaire,
- fonds commerciaux : non amortis.

Les éléments inscrits en fonds de commerce ont été soit reçus en apport suite à des fusions, soit acquis par la société. La répartition en est donnée en point 8 des présentes annexes.

Les fonds de commerce font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur d'utilité est estimée en fonction des flux de trésorerie futurs

1.1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de réelle d'utilisation :

- installations générales : 5 à 10 ans linéaire
- matériel de bureau et informatique : 3 à 8 ans linéaire
- mobilier : 2 à 5 ans linéaire
- matériel de transport : 2 à 5 ans linéaire

1.2 Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'y exercer une influence notable, ou qui permettent d'établir avec la société émettrice des relations d'affaires. La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'utilité à la date de clôture.

L'unicité du management d'UTI Group sur le groupe permet la réalisation de synergies entre les différentes sociétés mais conduit à une faible autonomie de ses filiales. De ce fait, une éventuelle cession de ces filiales ne serait pas réalisable sans devoir réaliser de restructuration significative.

Par conséquent, les structures juridiques UTI Group, UTI Group Est, UTI Group Rhône Alpes sont regroupées au sein d'une seule unité génératrice de trésorerie (UGT). Ce regroupement est identique à celui opéré dans les comptes consolidés d'UTI Group.

La méthode d'évaluation retenue pour la détermination de la valeur d'utilité de cette UGT et ainsi de celle des titres de participation, est celle de l'actualisation des cash flows générés par l'activité sur les années futures (horizon retenu de 5 ans + projection de la valeur terminale à l'infini).

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur de sortie des titres cédés a été déterminée selon la méthode "premier entré - premier sorti".

Les actions propres figurent à l'actif pour le coût historique.

Une dépréciation est enregistrée lorsque ce coût est inférieur à la moyenne des cours de bourse du dernier mois précédant la clôture.

1.3 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

1.4 Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée, si elle existe, au bilan en « écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

1.5 Provisions pour risques

Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours au 31 décembre 2021 rendent probables. Elles sont évaluées en fonction de l'estimation de sortie probable de ressources.

1.6 Indemnité de départ à la retraite

Conformément à l'option laissée par l'Article L 123-13 du Code de commerce, les engagements de retraite ne font pas l'objet d'une provision inscrite au passif du bilan mais sont mentionnés en engagements hors bilan.

Ils sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées avec salaires de fin de carrière. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue chacune de ces unités séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

	31/12/2021	31/12/2020
Age de retraite considéré (départ volontaire)	65	65
Taux d'actualisation des dettes à long terme	0,98%	0,25%
Taux de rotation jusqu'à 49 ans	20,00%	20,00%
Taux de rotation de 50 ans à 54 ans	15,00%	15,00%
Taux de rotation de 55 ans et plus	10,00%	10,00%
Taux annuel de progression des salaires	2,00%	2,00%
Taux de charges sociales (départs volontaires)	48,00%	48,00%
Table de mortalité Hommes	THV02	THV02
Table de mortalité Femmes	TFV02	TFV02

1.7 Intégration fiscale

Les sociétés UTI GROUP (tête de groupe), UTI GROUP RHONE ALPES, UTI GROUP EST, ont opté pour l'intégration fiscale à compter du 1 janvier 2003 pour 5 ans. Les modalités de répartition de l'impôt calculé sur le résultat d'ensemble sont fondées sur le principe de la neutralité visant à replacer la société dans la situation qui aurait été la sienne si elle n'avait pas été membre du groupe intégré et était demeurée imposée distinctement. La convention prévoit par ailleurs qu'aucune indemnisation n'est due aux filiales en cas de sortie ou de cessation du groupe.

L'option pour l'intégration fiscale a été renouvelée par tacite reconduction le 1^{er} janvier 2018 pour 5 ans.

Note 2 – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS

Afin que le lecteur des comptes puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est donnée :

2.1 Renouvellement de la certification ISO 9001

La démarche qualité entreprise en février 2006, a conduit à l'obtention de la certification ISO 9001 version 2008 délivrée par l'AFAQ le 29 novembre 2006 pour l'Assistance Technique Informatique.

L'ensemble du groupe est certifié ISO 9001 version 2015.

En octobre 2021, un audit de contrôle annuel a confirmé cette certification.

2.2 Dépréciation du Fonds de commerce

Les prévisions d'activité sont basées sur les budgets d'exploitation pour l'exercice 2022. Compte tenu des hypothèses retenues, la réalisation de ces tests au titre de 2021 n'a pas conduit à la dépréciation du fonds de commerce d'UTI GROUP.

2.3 Pandémie Covid 19

La crise sanitaire mondiale liée au COVID 19, a entraîné un ralentissement de l'activité commerciale sur l'année 2021 qui n'est pas revenu à son niveau d'avant la crise sanitaire. UTI GROUP a eu recours à l'activité partielle jusqu'en juillet 2021 de manière ponctuelle. Le recours au télétravail a été généralisé quand cela était possible.

2.4 Evènement postérieur à la clôture de l'exercice

Aucun évènement important n'est survenu postérieurement à la date de clôture de l'exercice.

Au 30 mars 2022, date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettraient en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Note 3 – ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

3.1 Actif immobilisé

<u>Immobilisations - Valeurs Brutes</u>	01/01/2021	Acquisitions	Cessions et diminutions	31/12/2021
Autres poste d'immobilisations incorporelles	25 319 862	10 669		25 330 531
Immobilisations incorporelles	25 319 862	10 669	0	25 330 531
Constructions	0			0
Installations générales	292 040	8 402		300 442
Matériel de transport	27 523	12 429	1 618	38 334
Matériel de bureau et informatique	257 232	16 746	3 360	270 618
Immobilisations corporelles	576 795	37 576	4 977	609 394
Autres participations	4 818 116	20 000		4 838 116
Autres titres immobilisés	0			0
Prêts & Autres immobilisations financières	994 576	56 489	1 400	1 049 665
Immobilisations financières	5 812 692	76 489	1 400	5 887 781
	0			
TOTAUX	<u>31 709 349</u>	<u>124 735</u>	<u>6 377</u>	<u>31 827 707</u>

3.2 Titres de participation

L'estimation de la valeur d'utilité des titres de participation au 31 décembre 2021 selon les modalités définies au point 1.2 n'a pas conduit à revoir l'évaluation des titres de participation.

<u>Titres de participation (En €) - Détenues à 100% par UTI GROUP SA</u>		31/12/2021	31/12/2020
UTI Group Rhône Alpes SAS	Brut	3 163 413	3 163 413
	Dépréciation	-1 163 000	-1 163 000
	Valeur nette	2 000 413	2 000 413
UTI Group Est SAS	Brut	1 654 703	1 654 703
	Dépréciation	-200 000	-200 000
	Valeur nette	1 454 703	1 454 703
Groupement IT SAS	Brut	20 000	0
	Création 05/2021 Dépréciation	0	0
	Valeur nette	20 000	0
TOTAL TITRES DE PARTICIPATION	Brut	4 838 116	4 818 116
	Dépréciation	-1 363 000	-1 363 000
	Valeur nette	3 475 116	3 455 116

3.3 Fonds de commerce

Comme indiqué au « 1.2 Participation, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement », l'unicité du management d'UTI Group sur le groupe permet la réalisation de synergies entre les différentes sociétés mais conduit à une faible autonomie de ses filiales.

Par conséquent, les structures juridiques UTI Group, UTI Group Est, UTI Group Rhône Alpes sont regroupées au sein d'une seule unité génératrice de trésorerie (UGT). Ce regroupement est identique à celui opéré dans les comptes consolidés d'UTI Group.

La méthode d'évaluation retenue pour la détermination de la juste valeur de son UGT est celle de l'actualisation des cash flows générés par l'activité sur les années futures (horizon retenu de 5 ans + projection de la valeur terminale à l'infini).

Le taux de croissance à long terme utilisé pour projeter à l'infini les flux de trésorerie de la dernière année estimée est fixé à 2% pour son UGT comme en 2020.

Le taux d'actualisation retenu (WACC) au 31 décembre 2021 s'élève à 7,98%, contre 8,91% au 31 décembre 2020.

Les prévisions d'activité sont basées sur les budgets d'exploitation arrêtés par le principal décideur opérationnel M. Aumard (PDG). Ces budgets reposent sur des hypothèses-clés et des appréciations qui intègrent les impacts identifiés à date de l'environnement économique sur les flux prévisionnels futurs.

Afin de prendre en compte l'incertitude sur le délai de reprise complète d'activité dans un contexte de crise sanitaire toujours présente, UTI GROUP a élaboré deux scénarii prévisionnels reposant chacun sur des hypothèses différentes de délai de reprise complète d'activité. Le premier scénario prévoit une reprise d'activité complète en 2022, tandis que le deuxième scénario prévoit une reprise plus tardive en 2023.

À l'issue de cet examen, la Direction d'UTI GROUP a conclu à l'absence au 31 décembre 2021 d'éléments indiquant une baisse significative de la valeur recouvrable de l'UGT par rapport au 31 décembre 2020 au regard des tendances d'activité du deuxième semestre 2021, de la dynamique de l'activité du premier trimestre 2022 ainsi que des perspectives du secteur sur le long terme.

Par ailleurs, les tests de sensibilité réalisés ne conduisent pas UTI GROUP à constater de dépréciation.

Note 4 – ETAT DES AMORTISSEMENTS

<u>Amortissements</u>	01/01/2021	Dotation aux amortissements	Reprise	31/12/2021
Autres poste d'immobilisations incorporelles	315 557	7 146		322 703
Immobilisations incorporelles	315 557	7 146	0	322 703
Constructions	0			0
Installations générales	290 411	2 106		292 517
Matériel de transport	16 941	2 305	491	18 755
Matériel de bureau et informatique	232 657	12 132		244 789
Immobilisations corporelles	540 009	16 543	491	556 061
<u>TOTAUX</u>	<u>855 566</u>	<u>23 689</u>	<u>491</u>	<u>878 764</u>

Note 5 – ETAT DES PROVISIONS

Provisions	01/01/2021	Augmentation	Diminution	31/12/2021
Pour reconst°. gisements				
Pour investissement				
Pour hausse de prix				
Pour amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Pour implantation CEE				
Pour implant. à l'étranger				
Prov. pr prêt d'installation				
Autres prov. réglementées				
Provisions réglementées				
Pour litiges	481 000		125 000	356 000
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marché à terme				
Pour amendes & pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions & obligations				
Pour impôts				
Pour risque client				
Pour grosses réparations				
Pour chges social. et fisc. sur congés à payer				
Autres provisions				
Prov. pr risques & charges	481 000	0	125 000	356 000
Immob. incorporelles	16 685 160			16 685 160
Immob. corporelles				
Immob. titres équivalence				
Immob titres de particip.	1 363 000			1 363 000
Immob. financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	113 315			113 315
Autres pour dépréciation				
Prov. pour dépréciation	18 161 475	0	0	18 161 475
TOTAL GENERAL	18 642 475	0	125 000	18 517 475
dont dotations et - d'exploitation		0	125 000	
- financières		0	0	
- exceptionnelles		0	0	

- Les reprises de provisions pour risques et charges correspondent à une nouvelle estimation des risques encourus.

Les reprises de provisions non utilisées sont de 20 500 €

Note 6 – ETAT DES CREANCES ET DETTES

Créances	Mont. brut	A 1 an au plus	Plus 1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	878 998	0	878 998
Autres immobilisations financières *	170 667	90 203	80 464
Clients douteux litigieux	136 156	136 156	
Autres créances clients	384 515	384 515	
Créances représ. de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	800	800	
S.S. et autres organismes sociaux	0	0	
Impôt sur les bénéfiques	376 042	376 042	
Taxe sur la valeur ajoutée	169 836	169 836	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	3 604	3 604	
Divers			
Groupe et associés	0	0	
Débiteurs divers	348 611	348 611	
Charges constatées d'avance	183 657	183 657	
Etat des créances	2 652 886	1 693 424	959 462
Prêts accordés en cours d'exercice	0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice	1 400		
Prêts et avances consentis aux associés	0		
* Dont Actions propres pour 90 203 €			

Dettes	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	A plus de 5 ans
Emp. oblig. convertibles	0		0	
Autres emprunts obligataires				
Emp. & det. auprès ets de crédit				
à 1 an max. à l'origine	87 556	87 556		
à plus de 1 an à l'origine	1 532 214	537 167	995 046	
Emprunts et dettes financ. divers	1 893 687	1 893 687		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 102 135	1 102 135		
Personnel et comptes rattachés	622 306	622 306		
S.S. et autres organismes sociaux	1 774 609	1 774 609		
Etats et autres collect. publiques	46 569	46 569		
Impôts sur les bénéfiques	0	0		
Taxe sur valeur ajoutée	650 578	650 578	0	
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	51 451	51 451		
Dettes sur immob. et cptes ratt.	0	0		
Groupe et associés **	0	0		
Autres dettes	199 134	199 134		
Dettes représ. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 109	6 109		
Etats des dettes	7 966 348	6 971 301	995 046	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice (y compris conversion)	-74 807			
** Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	575 263			

Le montant des créances clients cédées et garanties par le factor s'élève à 1 968 K€ au 31 décembre 2021 contre 2 338 K€ au 31 décembre 2020

Note 7 – ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	Concernant les entreprises		Dettes ou créances représ. par des effets de
	Liées	Avec un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avces & acptes sur immob. incorporelles			
Avces & acptes sur immob.			
Participations	4 838 116		
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avces et acptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	284 326		
Autres créances	87 038		
Capital souscrit appelé non versé			
Valeurs mobilières placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emp. & dettes auprès des ét. de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	1 037 354		
Avces et acptes reçus sur cdes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	104 905		
Dettes fiscales et sociales	0		
Dettes sur immob. et cptes rattachés			
Autres dettes			
	31/12/2021	31/12/2020	
Charges financières concernant les entreprises liées (intérêts) :	8 499	7 017	
Produits financiers concernant les entreprises liées (dividendes) :	138 767	220 907	
Charges d'exploitation concernant les entreprises liées :	697 116	611 239	
Produits d'exploitation concernant les entreprises liées :	749 115	407 772	

Note 8 – FONDS COMMERCIAL

	31/12/2021	31/12/2020
Eléments achetés	901 972	901 972
Eléments reçus en apport (net de provision)	24 092 188	24 092 188
Provisions constatées	-16 685 160	-16 685 160
TOTAL	8 309 000	8 309 000

Note 9 – PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/2021	31/12/2020
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	122 229	21 600
Autres créances	6 725	212 263
Disponibilités		
TOTAL	128 954	233 863

Note 10 – CHARGES A PAYER

	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	80 251	79 928
Emprunts et dettes financières divers	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	270 871	260 843
Dettes fiscales et sociales	921 804	1 050 460
Autres dettes	100 775	78 762
TOTAL	1 373 700	1 469 993

Note 11 – CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	31/12/2021		31/12/2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Charges/produits d'exploitation	183 655	6 109	126 889	21 939
Charges/produits financiers				
Charges/produits exceptionnels				
TOTAL	183 655	6 109	126 889	21 939
Charges constatées d'avance :				
Loyer	98 000		21 000	
Publicité	14 000		26 000	
Locations mobilières	45 000		57 000	
Divers	26 655		22 889	
Produits constatés d'avance :				
Maintenances informatiques		6 109		12 131
Contrats en régie		0		9 808
Divers		0		0
TOTAL	183 655	6 109	126 889	21 939

Note 12 – DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Charges exceptionnelles	31/12/2021	31/12/2020
Dépréciation du fonds de commerce	0	0
Dotation provision pour charges	0	0
VNC des éléments d'actifs corporels, incorporels cédés	1 127	0
Divers	1 455	1 219
TOTAL	2 582	1 219

Produits exceptionnels	31/12/2021	31/12/2020
Rachat d'Obligations Convertibles	0	0
Produits de cession d'éléments d'actif	7 600	0
Reprise provision pour charges	0	0
Divers	0	0
TOTAL	7 600	0

Note 13 – COMPOSITION DU CAPITAL

	01/01/2021	Variation		31/12/2021
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 958 986			8 958 986
Nombre de titres	8 958 986	0	0	8 958 986
Nominal	0,20			0,20
Capital en euro	1 791 797	0	0	1 791 797

Note 14 – ACTIONS PROPRES

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales Ordinaires, des actions de la société UTI GROUP. S.A. ont été rachetées par le Groupe. Ces titres d'autocontrôle sont, d'une part, des actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples et, d'autre part, des actions acquises par la voie d'un contrat de liquidité permettant une régularisation du cours de bourse.

La part du capital social détenue a évolué de la façon suivante :

Autres immobilisations financières (en nombre d'actions)	31/12/2021	31/12/2020
Détentions à l'ouverture	146 371	26 813
Achats d'actions	51 000	119 558
Ventes d'actions	0	0
Détention à la clôture	197 371	146 371
CONTRAT DE LIQUIDITE - ODDO BHF (en nombre d'actions)	31/12/2021	31/12/2020
Détentions à l'ouverture	25 643	34 264
Achats d'actions	160 753	231 999
Ventes d'actions	139 526	240 620
Détention à la clôture	46 870	25 643
Détention totale à la clôture	244 241	172 014
Pourcentage détenu en autocontrôle	2,7%	1,9%

Au 31 décembre 2021 : 197 371 actions des actions propres pour 90 K€ sont comptabilisées en « autres immobilisations financières », contre 146 371 de ses propres actions pour 63 K€ au 31 décembre 2020;

Au 31 décembre 2021 : 46 870 actions dans le cadre du contrat de liquidité permettant la régulation du cours de bourse pour 25 K€ (au cours moyen de décembre 2021 = 0,5308 €), comptabilisées en valeurs mobilières de placement.

Note 15 – VENTILATION DU CHIFFRE D’AFFAIRES

Chiffre d'affaires au 31/12/2021	France	Export	TOTAL	%
Vente de marchandises	1 516		1 516	0,0%
Prestation de services	10 604 086	6 110	10 610 195	72,4%
Prestation de services régie forfaitée	-1 433		-1 433	0,0%
Prestation de services sous traitance	3 014 250		3 014 250	20,6%
Prestation de services maintenance	194 428		194 428	1,3%
Prestation de services formation	21 468		21 468	0,1%
Activités annexes	817 714		817 714	5,6%
TOTAL	14 652 028	6 110	14 658 138	100,0%

Chiffre d'affaires au 30/12/2020	France	Export	TOTAL	%
Vente de marchandises	0		0	
Prestation de services	11 486 016	12 131	11 498 146	76,5%
Prestation de services régie forfaitée	1 780		1 780	0,0%
Prestation de services sous traitance	2 936 611		2 936 611	19,5%
Prestation de services maintenance	199 828		199 828	1,3%
Prestation de services formation	10 762		10 762	0,1%
Activités annexes	380 654		380 654	2,5%
TOTAL	15 015 651	12 131	15 027 782	100,0%

Dont entreprises liées	31/12/2021	31/12/2020
UTI GROUP EST SAS	627 383	340 487
UTI GROUP RHONE ALPES SAS	121 732	67 285
GROUPEMENT IT SAS	101 858	0
TOTAL	850 973	407 772

Le chiffre d'affaires à l'Export est réalisé en Europe.

Note 16 – AUTRES PRODUITS

	31/12/2021	31/12/2020
Solde créances clients	9 675	57 004
Solde dettes fournisseurs	4 416	81 643
Divers	723	1 596
TOTAL Autres Produits	14 815	140 243

Note 17 – VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

31/12/2021	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat net après impôt
Résultat courant avant impôt	-387 538		-387 538
Résultat exceptionnel	5 018	0	5 018
Produit d'Impôt société filiale	0	81 008	81 008
Résultat de l'exercice	-382 519	81 008	-301 511

31/12/2020	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat net après impôt
Résultat courant avant impôt	373 117		373 117
Résultat exceptionnel	-1 219	0	-1 219
Produit d'Impôt société filiale	0	-185 825	-185 825
Résultat de l'exercice	371 898	-185 825	186 073

Impôt sur les Sociétés	31/12/2021	31/12/2020
UTI GROUP	0	-242 031
UTI GROUP RHONE ALPES	0	0
UTI GROUP EST	81 008	56 206
TOTAL	81 008	-185 825

Le produit d'impôt constaté en compte de résultat pour 81 008 € en 2021 et 56 206 € en 2020 correspond à l'impôt sur la société UTI GROUP EST neutralisé par l'intégration fiscale du groupe. L'économie d'impôt est comptabilisée dans les comptes de la société mère de l'intégration fiscale.

La société a généré un déficit fiscal au 31 décembre 2021 de (406 740 €) contre un bénéfice fiscal de 278 467 € au 31 décembre 2020.

L'IS dû pour le groupe au 31 décembre 2021 est de 0 € contre 132 243 € au 31 décembre 2020.

Note 18 – CREDIT BAIL

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	cumulées	Jusqu'à 1 an	plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total à payer	
Terrain							
Construction							
Installations matériel							
Autres immobilisations corporelles	151 706	677 484	139 061	163 328	0	302 389	89 729
Immobilisations en cours							
TOTAUX	151 706	677 484	139 061	163 328	0	302 389	89 729

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Note 19 – ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés	31/12/2021	31/12/2020
Effets escomptés non échus	0	0
Engagement en matière de retraite	535 839	550 688
<u>Autres engagements donnés :</u>		
Baux immobiliers (1)	2 100 000	2 325 000
Baux mobiliers	302 389	273 251
TOTAL	2 938 228	3 148 939
Dont concernant :		
Les dirigeants		
Les filiales		
Les participations		
Les autres entreprises liées		
Les engagements assortis de sûretés réelles		

(1) : Renouvellement du bail immobilier à compter 1^{er} janvier 2020 avec engagement évalué sur 9 ans soit jusqu'au 31/12/2028. Possibilité de délivrer congé par acte extra judiciaire au terme de la deuxième période triennale soit le 31/12/2025, avec le respect d'un préavis de 6 mois.

Note 20 – ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

Le décalage entre le régime fiscal et le traitement comptable des différentes opérations est susceptible de modifier la dette future d'impôt de la façon suivante :

- Réintégration à venir sur les exercices futurs : aucune
- Déductions à venir sur les exercices futurs : aucune

La société n'a pas de déficit propre ils sont utilisés dans le cadre de l'intégration fiscale.

Au 31 décembre 2021 : le fiscal reportable Groupe est de 130 660 € .

Note 21 – REMUNERATION DES DIRIGEANTS

<u>Rémunérations allouées aux membres :</u>	<u>31/12/2021</u>	<u>31/12/2020</u>
Des organes d'administration et de Direction (*)	97 336	133 410
Des organes de surveillance	-	-
TOTAL	97 336	133 410

(*) = Avantages en nature inclus

La société n'a pas pris d'engagement de retraite pour ses dirigeants

A la suite d'une réorganisation en 2018, une partie des dirigeants est directement rémunérée par LAW INFORMATIQUE SAS.

Note 22 – INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

Les transactions avec les parties liées concernent des transactions effectuées avec ses filiales détenues en totalité par UTI Group et avec les sociétés ou personnes suivantes :

- Société LAW INFORMATIQUE (société mère) :
 - o La convention d'animation du Groupe pour la gestion de l'animation de l'ensemble des entités du groupe. Une charge de 411 K€ a été comptabilisée au titre de cette convention au 31 décembre 2021, contre 331 K€ au 31 décembre 2020.
 - o Les soldes fournisseurs sont de 76 K€ au 31 décembre 2021 contre 57 K€ au 31 décembre 2020
- Monsieur Christian AUMARD (Fondateur et Président Directeur Général) : avance en compte courant de 575 K€ au 31 décembre 2021 contre 871 K€ au 31 décembre 2020.

Note 23 – EFFECTIF MOYEN

Effectif salarié moyen	31/12/2021	31/12/2020
Cadres	135	145
ETAM	4	6
TOTAL	139	150
Effectif au 31 décembre	124	144

Note 24 – LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Informations financières	Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brut	Nette
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société					
1. Filiales (plus 50 % du capital détenu) :					
UTIgroup.Est SAS	38 600	260 883	100%	1 654 703	1 454 703
UTIgroup.Rhone-Alpes SAS	160 000	187 912	100%	3 163 413	2 000 413
Groupement IT SAS	20 000	-86 734	100%	20 000	20 000
2. Participations (entre 10 et 50% du capital détenu) :			NEANT		

Informations financières	Avances reçues par la société et non encore remboursées	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	
				Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société					
1. Filiales (plus 50 % du capital détenu) :					
UTIgroup.Est	629 671	NEANT	2 420 127	218 255	138 767
UTIgroup.Rhone-Alpes	407 683	NEANT	2 057 798	-35 630	0
Groupement IT SAS	-272	NEANT	35 258	-106 734	0
2. Participations (entre 10 et 50% du capital détenu) :			NEANT		

Note 25 – PLAN DE STOCK OPTIONS

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTION								
Plan autorisé par l'assemblée générale du 15/01/2020								
Date du Conseil	Quantité attribuée	Prix de souscriptio	Qualité des souscripteurs	Point départ d'exercice des	Options exercées	Options annulées	Options restantes	Date limite de levées
Plan n° 7 du 06/02/2020	200 000	0,43 euros	1 Salarié	06/03/2021	0	0	200 000	05/02/2025
TOTAL	200 000							

Note 26 – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

31 décembre 2021

Origines

Report à nouveau	0,00
Résultat de l'exercice	-301 511,36
Prélèvement sur les réserves	
Autres origines	

Affectations

Affectations aux réserves :

Réserve légale	
Réserve spéciale des plus-values à	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions	
Report à nouveau	-301 511,36
TOTAL	-301 511,36

L'assemblée générale des actionnaires restant souveraine.

Note 27 – EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

En euros	01/01/2021	Affectation du résultat 2020	Augmentation de capital	31/12/2021
Capital	1 791 797			1 791 797
Primes	2 739 721			2 739 721
Réserves	177 175	2 005		179 180
Report à nouveau	1 856 844	184 068		2 040 912
Résultat N-1	186 073	-186 073		0
Résultat N				-301 511
Capitaux propres	6 751 610	0	0	6 450 099

Note 28 – IDENTITE DE LA SOCIETE MERE

La société mère LAW INFORMATIQUE SAS détient 54,9 % du capital et 70,8 % des droits de vote. Elle consolide les comptes d'UTI GROUP au 31 décembre 2021.

	31/12/2021		31/12/2020	
	Nombre d'actions	Nombres de voix	Nombre d'actions	Nombres de voix
LAW INFORMATIQUE SAS	4 919 745	9 839 490	4 919 745	9 839 490
Nombre total d'actions d'UTI GROUP SA	8 958 986		8 958 986	
% détention	54,9%		54,9%	
Nombre total de droits de vote d'UTI GROUP SA		13 892 080		13 865 817
% de droits de vote		70,8%		71,0%

LAW INFORMATIQUE SAS

68, rue de Villiers
92 532 LEVALLOIS PERRET

RCS NANTERRE 392 091 773